

Monsieur M., jeune congolais séropositif, est en rupture de soins depuis 55 jours

DEPUIS PRESQUE DEUX MOIS, monsieur M, jeune congolais séropositif installé en Suisse, n'a pu se rendre à l'hôpital pour faire un bilan médical complet avec son médecin et renouveler sa prescription pour une trithérapie anti-VIH. La rupture de soins imposée à monsieur M signifie indubitablement, à court terme, une mort certaine.

La trithérapie dont dépend depuis deux ans monsieur M est un traitement lourd et contraignant. Sans suivi médical efficace, sans soutien d'un médecin connaissant parfaitement les traitements anti-VIH, monsieur M risque l'échec thérapeutique. Les médicaments perdront leur efficacité sur le VIH, la progression de l'infection s'accéléra rapidement vers la déclaration du SIDA.

Si monsieur M est aujourd'hui en rupture de soins, c'est parce que l'Office fédéral des réfugiés (ODR) a décidé de l'expulser vers la République démocratique du Congo (RDC), son pays d'origine, après avoir rejeté sa demande d'asile.

Le 18 juin 1998, la Commission suisse de recours en matière d'asile confirmait le refus de l'ODR de suspendre l'expulsion de monsieur M. Pour l'ODR, la trithérapie ne serait pas un soin «*extrêmement intensif*» – malgré l'avis des experts réunis lors du *12e Congrès mondial du sida* –, critère requis pour l'accord d'une autorisation de séjour pour soins. De plus, l'ODR exige que le traitement requis entraîne «*une guérison ou ... une amélioration substantielle de l'état de santé*».

Sans la trithérapie, monsieur M serait probablement déjà tombé malade du SIDA. Mais l'exigence d'une «guérison» contre le VIH est à la fois cruelle et cynique. Enfin, renvoyer des malades vers des pays où il n'existe ni les traitements, ni l'infrastructure sanitaire et scientifique, ni le suivi médical nécessaire revient, aussi, à les condamner à mort.

L'Office fédéral des réfugiés s'était engagé à fournir les traitements à monsieur M après son expulsion, mais n'a pas bougé depuis 55 jours. Faudra-t-il attendre que monsieur M soit proche de la mort pour qu'il puisse accéder aux soins? Conditionner la reprise du traitement et des soins par l'expulsion est une forme de chantage indigne de la part d'un gouvernement partenaire du *12e Congrès mondial du sida*, dont le grand thème était la réduction des inégalités dans l'accès aux traitements entre le Nord et le Sud.

Monsieur Arnold Köller, Chef du Département fédéral de Justice et Police, et Madame Ruth Dreifuss, Chef du Département fédéral de Justice et Police, ont reçu ce matin une lettre de Migrants contre le sida, signée par un groupement international de 12 associations suisses, immigrées, et de lutte contre le sida.

Migrants contre le sida exige qu'un accueil temporaire, avec effet suspensif sur l'expulsion, soit immédiatement délivré dans les plus brefs délais à monsieur M, afin de lui permettre de se rendre à l'hôpital et de poursuivre sa trithérapie.

Genève, le 26 juillet 1998
Migrants contre le sida

MIGRANTS *contre le* VIH/SIDA

Bureau de Genève: 35, bd Carl Vogt · 1205 Genève

Téléphone: +41 22 800 3040 Fax: +41 22 800 3041

Siège: c/o FTCT · 70, rue de la Fraternité

93170 Bagnolet · France

Téléphone: +33 1 49 88 16 34 Fax: +33 1 42 39 34 03

E-mail: MAHA@espaceweb.ch

Internet: <http://maha.home.ml.org/>

CONTACT PRESSE

Reda Sadki
(022) 800 3040

A PROPOS DE MIGRANTS CONTRE LE SIDA

Migrants contre le sida (MAHA – Migrants against HIV/AIDS) est un réseau international réunissant des militant(e)s issu(e)s des luttes de l'immigration, des journalistes, des avocat(e) et des chercheur(euse)s engagés dans la lutte pour l'égalité des droits des personnes séropositives immigrées ou issues de l'immigration.

Migrants contre le sida a organisé, dans le cadre du programme officiel du 12e Congrès mondial du sida, une séance sur le thème des droits des immigrés face au VIH. Monsieur M avait témoigné de sa situation, le 27 juin, lors de cette séance, quelques jours avant d'être contraint à la clandestinité.

Le 28 juin, les militant(e)s de **Migrants contre le sida** ont rejoint Act Up Paris pour interrompre la cérémonie d'ouverture du 12e Congrès mondial du sida et dénoncer l'expulsion de Monsieur M.

L'association **Migrants contre le sida** était également invité à présenter ses travaux dans le cadre du symposium scientifique sur les migrations et le VIH (Track C Symposium, Migration and HIV, 30 juin 1998).

ASSOCIATIONS SIGNATAIRES: Act Up (Paris) African Health Team (Stockholm) ■ African Foundation for AIDS Prevention and Counseling (Amsterdam) ■ African HIV Steering Group (UK) ■ Afro-Swedes (Stockholm) ■ ATT Association des Travailleurs Turques (Paris) ■ East London African Forum on AIDS (London) ■ FTCT Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des Deux Rives (Paris) ■ George House Trust (Manchester) ■ Greater Manchester Immigration Aid Unit – No One Is Illegal (Manchester) ■ NCADC UK National Coalition of Anti-Deportation Campaigns (Birmingham) ■ *Regards Africains* (Genève)